



UNION SYNDICALE DES TRAVAILLEURS KANAK ET DES EXPLOITES

« La confédération de l'avenir »

BP 4372 – 98847 Nouméa – Tél : 27.72.10 Fax : 27.76.87
Email : ustke@lagoon.nc

Nouméa, le 27 mai 2024

Communiqué de l'USTKE

Comme on pouvait s'y attendre, le voyage improvisé de Macron en Kanaky n'a débouché sur aucune avancée concrète, le pyromane élyséen se bornant à répéter qu'il n'y aura pas de « retour en arrière », que la priorité réside dans le retour au calme et à l'« ordre républicain », et que pour le reste c'est à nous de nous démerder pour trouver une solution à la fois conjoncturelle et globale à cette crise qui a fait basculer notre pays dans un climat insurrectionnel. En somme une énième opération de communication d'un expert en coups médiatiques, faute de pouvoir éteindre ce retour de flammes qu'il a largement contribué à déclencher.

Chacun aura pu mesurer la duplicité d'un homme aux abois qui manie sans cesse le double langage et qui prend manifestement ses interlocuteurs pour des imbéciles : arrivé à Nouméa il déclare ne pas vouloir passer en force, mais deux jours plus tard, à peine revenu à Paris, il annonce à la surprise générale qu'il est prêt à aller au référendum national celui-là s'il le faut, histoire de mettre la pression et de rappeler que c'est lui et lui seul qui dicte le tempo et le calendrier.

Le Bureau Confédéral de l'USTKE tient à rappeler que l'agenda de Macron n'est pas le nôtre, et que nous n'avons pas à nous plier à ses diktats, de même que s'il y a un consensus sur la nécessité de renouer le dialogue, pour ce qui nous concerne cela ne pourra se faire qu'à certaines conditions.

Pour le Bureau Confédéral de l'USTKE :

□ En préalable à toute participation à une mission de dialogue et à toute discussion prospective sur l'avenir institutionnel de la Kanaky, les indépendantistes doivent exiger le retrait immédiat du projet de réforme constitutionnelle portant sur le dégel du corps électoral. **Sans retrait, pas de dialogue.**

□ Tous les ultimatums, tous les chantages au calendrier posés par Macron doivent être levés au préalable. Pour le Peuple Kanak, s'engager dans un esprit de dialogue n'a de sens que si *on laisse du temps au temps*. **On ne traite pas le dossier calédonien comme "on expédie en 24 heures" les revendications des cheminots de la SNCF avant les J.O.**

□ On ne discute pas avec des irresponsables, des factieux et des fascistes qui bouffent du kanak à longueur de journée.

□ On ne discute pas avec des gens qui vous crachent à la gueule et dont le but revendiqué est de « foutre le bordel ». Les Backes, Metzdorf, Rufenacht et consorts sont totalement disqualifiés pour pouvoir prétendre à s'engager dans une dynamique de dialogue alors qu'ils n'ont fait que jeter de l'huile sur le feu, à coups de surenchères et de provocations. **On ne discute pas et on négocie encore moins avec des racistes anti-kanak.**

□ Il existe parmi les non-indépendantistes et y compris parmi les « non-classables », au sein de la classe politique, dans le milieu patronal, dans la sphère socio-culturelle ou dans la société civile en général des personnalités avec qui le dialogue est possible et envisageable. C'est avec eux que le dialogue doit s'établir.

□ Avant toute esquisse de dialogue, les indépendantistes doivent exiger la non-reconduction du régime d'état d'urgence. **On ne négocie pas avec un pistolet sur la tempe.**

□ Alors que le pays est en proie au chaos, on était en droit d'attendre du plus haut représentant de l'Etat en NC un sens élevé de ses responsabilités en tant que dépositaire de l'autorité de l'Etat, de la retenue, du sang-froid, de l'impartialité, toutes qualités dont Louis Le Franc semble manifestement dépourvu. C'est pourquoi le Bureau Confédéral de l'USTKE demande à ce que l'actuel Haussaire soit relevé de ses fonctions et remplacé par une personne qui soit à la hauteur de la situation.

□ Pour le Bureau Confédéral de l'USTKE, aucun dialogue impliquant des indépendantistes ne pourra se faire sans la présence de représentants dûment mandatés de la CCAT.

Sortir par le haut de cette crise implique de discuter avec des gens qui soient à la hauteur des enjeux et qui connaissent le dossier calédonien sur le bout des doigts, ce qui ne se reflète pas dans le choix technocratique de Macron de confier la conduite de cette « mission du dialogue » à 3 haut-fonctionnaires. C'est ni plus ni moins que le destin d'un pays qui va se jouer. C'est pourquoi nous souhaitons que des personnalités françaises ayant une stature d'homme d'Etat tels qu'Edouard Philippe, Lionel Jospin ou Dominique de Villepin, ou ayant une connaissance avérée des problèmes de la Nouvelle-Calédonie ou de l'Outre-Mer en général telles qu'Alain Chrisnacht, Jean-François Merle et Christiane Taubira soient associées à cette mission du dialogue. Au niveau local, l'éclairage que pourront apporter des experts reconnus tels que Mathias Chauchat, Ismet Kurtovitch, José Barbançon ou Anthony Tutugoro mérite d'être pris en considération. Reste enfin une personnalité qui cumule expérience, sagesse, hauteur de vues, « enracinement pays » : Jean-Pierre Aïfa réunit toutes les qualités d'un homme de dialogue précieux qu'on se doit de mettre à contribution.

Pour le Bureau Confédéral de l'USTKE « **TOUT EST NEGOCIABLE, SAUF L'INDEPENDANCE** ». Il est hors de question que la question de l'accession à l'indépendance soit à nouveau sacrifiée sur l'autel d'un énième statu quo et d'intérêts politiques à courte vue. A toutes les composantes du mouvement indépendantiste kanak, nous disons ceci : l'USTKE rejettera tout accord qui ne débouchera pas de manière formelle et garantie sur l'accession à l'indépendance de la Kanaky. Cela fait 36 ans que nous sommes empêtrés dans cette « décolonisation sans indépendance » si chère à Rocard, et il est hors de question de cautionner à nouveau un remake de ces accords rétrogrades qui n'ont fait que perpétuer le système colonial et dont on mesure les funestes résultats aujourd'hui à travers la révolte de la jeunesse kanak.

Pour le Bureau confédéral
La Présidente
Mélanie ATAPO

